

# Une association ultra-libérale appelle les parents d'élèves à la délation

SOS Education, une association politiquement neutre?

Depuis quelques années, l'association SOS Education est partie en guerre contre l'école publique: une de leurs dernières publications a pour titre "Ecole, faire tomber la forteresse". Un ouvrage préfacé par Jacques Marseille, professeur d'histoire économique à la Sorbonne. Et pourfendeur d'une Education nationale qu'il voudrait voir convertie aux méthodes de l'entreprise.

Contrairement à ce qu'indique l'association SOS Education, elle n'est pas une association d'usagers de l'école mais un lobby politique défendant la cause de l'ultralibéralisme dans l'éducation. Cette association qui se déclare totalement indépendante politiquement a pour cousines des associations comme Les contribuables associés (association qui a une seule cible: le service public), l'IFRAP (fondée par Bernard Zimmern, ancien énarque qui a fait de la bataille contre le service public un fonds de commerce), Catholiques pour les libertés économiques ou encore Conscience politique. L'association Conscience politique, dont les positions sont bien loin d'être neutres politiquement: références aux ultralibéraux tendance Reagan, aux mouvements anti-avortement et aux évangélistes américains. L'enquête réalisée par le quotidien Libération en 2003 indiquait à son propos: "le tout nimbé d'une proximité assumée avec l'extrême droite" (Libération du 1er avril 2003). Le journal ajoutait qu'une personnalité politique recommandée par l'association Conscience politique "inspire directement" SOS Education: Claude Reichman. Ce dernier "se présente comme «ancien candidat à l'élection présidentielle de 2002», à laquelle il n'a pas concouru, faute de signatures suffisantes. [...] En matière d'éducation, le programme présente des parentés avec ceux du FN et surtout du MNR de Bruno Mégret, mais il se rattache surtout aux idées défendues par Charles Millon, ex-président de la région Rhône-Alpes élu avec les voix du FN." Les mesures préconisées par SOS Education

Le projet éducatif de SOS Education a été élaboré par Philippe Nemo, vieil adversaire de l'école publique. Le projet a pour titre "Le pluralisme scolaire" et prône classiquement la concurrence et le libéralisme économique comme mode de régulation de l'école. L'Etat est du coup accusé de tous les maux - "L'Ecole d'Etat, concept absolutiste et totalitaire" - et les partis de gauche sont accusés, comme les syndicats d'avoir fait main basse sur l'école. SOS Education insiste souvent sur ce point. Une obsession même.

SOS Education promeut des "réseaux d'écoles" qui ne seraient bien évidemment plus sous le contrôle direct de l'Etat: ces réseaux auraient leur propre système de formation, leurs propres systèmes d'agrément etc. Il s'agirait donc d'en finir avec "un" système éducatif, l'école publique. Le "chèque éducation" irait bien évidemment de pair avec un tel système: la sectorisation scolaire n'aurait plus lieu d'être puisque chacun serait libre de choisir son école qui aurait un statut de droit privé, pourrait recruter ses propres enseignants.

Ce système, dont rêve Philippe Nemo depuis très longtemps, est tout à fait conforme à ce qu'ont envisagé d'autres associations proches de SOS Education dans d'autres domaines, la sécurité sociale notamment.

En ce qui concerne l'école, le message de SOS Education peut être résumé en quelques mots: à bas l'école publique!